

Avis adopté

Séance plénière du 13 décembre 2023

Pour des *politiques de jeunesse* structurantes et adaptées aux enjeux du XXI^e siècle

Déclaration du groupe CGT

Le groupe CGT a voté cette résolution élaborée depuis longue date à partir d'un travail collectif et collaboratif issu des 9 ateliers participatifs de l'initiative du 26 avril qui ont écoutés et récoltés la parole des jeunes.

En effet, le CESE doit se préoccuper des politiques de jeunesse. C'est une ambition juste et nécessaire dans un contexte où les crises se cumulent, où la jeunesse est confrontée à la violence de la société capitaliste, aux inégalités et aux reproductions sociales qui accentuent les inégalités.

L'ensemble des axes proposés sont pertinents. Celui concernant le passage dans la vie active est essentiel car 46 % de jeunes travaillent pendant leurs études et qu'un tiers des étudiants ont renoncé aux soins ou examens médicaux par manque d'argent. Les crises successives n'ont fait que détériorer leur situation.

L'accès à un emploi décent est aussi un parcours du combattant quand se sont près de la moitié des moins de 26 ans qui vivent sous le seuil de pauvreté en France. Ce sont le plus souvent les jeunes femmes ou les jeunes issus des quartiers prioritaires, ou ruraux qui sont les plus nombreux confrontés aux multiples difficultés.

Les jeunes servent souvent de variable d'ajustement en cumulant les emplois précaires, de courte durée et faiblement rémunérés. Certains ont délaissé le salariat au profit de l'ubérisation pour tenter d'être financièrement autonomes. Ils n'ont gagné ni en autonomie ni en reconnaissance sociale, et ont lourdement perdu sur le plan de la protection sociale des droits au chômage ou à la retraite.

La jeunesse n'est pas homogène mais elle est en quête d'un travail et qui a du sens. Qu'ils soient jeunes diplômés ou peu qualifiés ils aspirent simplement à avoir un emploi stable de qualité et à un revenu décent pour vivre dignement.

Pour la CGT, l'accès à la vie professionnelle doit être source d'épanouissement et d'émancipation, s'ils ont des attentes légitimes en matière d'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, la sécurité de l'emploi restent pour nombre d'entre eux une nécessité pour construire leurs vies.

Ni l'insouciance, ni indifférence mais bien une volonté de reconnaissance, de confiance et le besoin de vivre dans une société plus juste, plus solidaire, éloignées des incertitudes sur l'avenir et des violences.